

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 46.862/2  
DU 17 JUIN 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 10 juin 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "concernant la bonification d'intérêt pour les contrats de prêt destinés à financer des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Compte tenu de l'urgence motivée par le fait qu'il est impératif que les modalités pratiques de ce prêt soient adoptées sans attendre afin d'assurer une plus grande sécurité juridique et que tous les prêts conclus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont concernés."

\*

\* \*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

### Examen du projet

#### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

Au 1/, l'"emprunteur" doit être défini comme "la personne physique visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 mars 2009 de relance économique", ce qui correspond au procédé de renvoi utilisé dans les 3/ et 6/, ainsi que dans l'article 2.

.../...

Il convient de même de définir le "prêteur", au 2/, comme le prêteur visé dans ce même article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, plutôt que de reproduire sur ce point, comme dans le projet, la définition figurant dans cette disposition légale. Il faut en effet éviter de réitérer les dispositions d'une norme hiérarchiquement supérieure en les reproduisant ou en les paraphrasant <sup>(1)</sup>.

### Article 3

Pour le même motif que celui exposé dans l'observation formulée sur l'article 1<sup>er</sup>, il y a lieu de supprimer la condition énoncée au 2/ dans l'alinéa premier de cet article.

L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 27 mars 2009 vise en effet le contrat de prêt "destiné à financer des dépenses visées à l'article 145<sup>24</sup>, § 1<sup>er</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992" et l'article 63<sup>11</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'AR/CIR 92 détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire les travaux relatifs aux dépenses énumérées au premier alinéa de cet article 145<sup>24</sup>, § 1<sup>er</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 80, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be) (17/06/2009) :  
"La disposition qui rappelle le contenu d'une norme supérieure présente trois défauts :  
a) elle donne l'impression que son auteur est compétent pour prendre ou modifier la norme supérieure, alors qu'il ne l'est pas;  
b) elle pourrait être annulée en raison de l'incompétence de son auteur;  
c) si la norme supérieure est modifiée et non la disposition qui en rappelle le contenu, il pourra y avoir entre les deux dispositions une contradiction que le lecteur sera obligé de résoudre lui-même en faisant prévaloir la norme supérieure sur la disposition de rang inférieur qui lui est contraire et qui doit être considérée comme étant implicitement abrogée".

### Article 6

1. L'alinéa 3 du premier paragraphe prévoit notamment ce qui suit :

"Le service compétent verse la bonification d'intérêt au prêteur qui présente la preuve, sans que le contrôle prévu au § 2 ne doive être accompli. La première fois, la bonification d'intérêt est versée dans les trois mois de la réception de la demande complète."

L'alinéa 1<sup>er</sup> du second paragraphe dispose cependant que :

"Le service compétent contrôle sur base de cette preuve si la bonification d'intérêt peut être attribuée. Il peut demander au prêteur et à l'emprunteur les renseignements complémentaires et pièces qu'il juge nécessaires pour exécuter son contrôle. Il peut faire exécuter un contrôle par le service désigné par le Ministre des Finances dans l'habitation où les travaux visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, sont exécutés".

La manière dont ces dispositions, ainsi combinées, devraient s'appliquer n'est pas claire. Il ne se conçoit en effet pas que, la première fois, la bonification d'intérêt soit versée dans les trois mois de la réception de la demande complète "au prêteur qui présente la preuve, sans que le contrôle prévu au § 2 ne doive être accompli", et donc sans que le service compétent "contrôle sur base de cette preuve si la bonification d'intérêt peut être attribuée".

Le texte doit donc être revu de manière telle que le délai de trois mois imparti pour le versement de la première bonification d'intérêt ne puisse empêcher le service compétent de procéder à un contrôle préalable approprié, en fonction des doutes raisonnables qui pourraient exister, afin d'éviter les démarches et aléas superflus d'une récupération ultérieure prévisible, conformément aux dispositions des alinéas 2 et 3 du second paragraphe.

2. Dès lors que les alinéas 2 et 4<sup>(2)</sup> prévoient une habilitation sur des mesures de détail à caractère réglementaire, celle-ci doit être conférée au ministre et non à l'administration.

### Article 7

Cet article vise :

"(...) les contrats de prêt signés par l'emprunteur entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, et qui remplissent les conditions définies aux articles 2 à 4, ou qui sont mis en règle avec ces conditions dans un délai de trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Il va cependant de soi que cette mise "en règle" ou "en conformité" - termes utilisés au point 7 de la version française du rapport au Roi joint au projet - ne peut porter que sur le respect des conditions introduites par l'arrêté en projet en exécution de l'article 2 de la loi précitée du 27 mars 2009, à l'exclusion de celles résultant directement de cette loi et auxquelles le Roi n'est pas habilité à déroger.

### Article 9

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si toutes les matières mentionnées à l'article 9 sont bien celles qui doivent figurer dans l'exécutoire.

-----

---

<sup>(2)</sup> L'alinéa de la version française correspond à la dernière phrase de l'alinéa 3 dans la version néerlandaise du texte.

La chambre était composée de

|           |                |                       |
|-----------|----------------|-----------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,     | président de chambre, |
|           | P. VANDERNOOT, | conseillers d'État,   |
| Mesdames  | M. BAGUET,     |                       |
|           | B. VIGNERON,   | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË  
-----

ADVIES 46.862/2  
VAN 17 JUNI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 juni 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de intrestbonificatie voor leningovereenkomsten bestemd voor de financiering van energiebesparende uitgaven", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt aldus :

"Compte tenu de l'urgence motivée par le fait qu'il est impératif que les modalités pratiques de ce prêt soient adoptées sans attendre afin d'assurer une plus grande sécurité juridique et que tous les prêts conclus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont concernés."

\*

\*       \*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### Onderzoek van het ontwerp

#### Dispositief

#### Artikel 1

In 1/ moet "kredietnemer" gedefinieerd worden als "de natuurlijke persoon bedoeld in artikel 2, eerste lid, van de economische herstellwet van 27 maart 2009", wat overeenstemt met de verwijsmethode gebruikt in 3/ en 6/, alsook in artikel 2.

.../...

Zo ook moet in 2/ "kredietgever" gedefinieerd worden als de kredietgever bedoeld in datzelfde artikel 2, eerste lid, in plaats van, zoals in het ontwerp, op dat punt de definitie uit die wetsbepaling over te nemen. Bepalingen van een hogere regeling mogen immers niet worden herhaald door ze over te nemen of te parafraseren <sup>(1)</sup>.

### Artikel 3

Om dezelfde reden als die uiteengezet in de opmerking bij artikel 1, moet de voorwaarde vermeld in 2/ worden geschrapt in het eerste lid van dat artikel.

Artikel 2, eerste lid, van de voormelde wet van 27 maart 2009 heeft immers betrekking op de leningovereenkomst "die bestemd is om uitgaven als bedoeld in artikel 145<sup>24</sup>, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 te financieren" en artikel 63<sup>11</sup>, § 1, van het KB/WIB 92 bepaalt aan welke voorwaarden de werkzaamheden die verband houden met de uitgaven opgesomd in het eerste lid van dat artikel 145<sup>24</sup>, § 1, moeten voldoen.

### Artikel 6

1. Het derde lid van paragraaf 1 bepaalt inzonderheid het volgende :

"De bevoegde dienst stort de intrestbonificatie aan de kredietgever die het bewijsstuk voorlegt, zonder dat de in § 2 bedoelde controle dient te zijn voltooid.

---

<sup>(1)</sup> Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 80, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be) (17/06/2009) :  
"Bepalingen waarin de tekst van een hogere regeling wordt overgenomen, vertonen drie tekortkomingen :  
a) ze wekken de indruk dat de steller ervan bevoegd is om de hogere regeling uit te vaardigen of te wijzigen, hoewel hij dat niet is;  
b) ze kunnen vernietigd worden op grond van de onbevoegdheid van de steller ervan;  
c) als de hogere regeling wordt gewijzigd maar niet de bepaling waarin de inhoud ervan overgenomen is, dreigt tussen beide bepalingen een contradictie te ontstaan die de lezer zelf zal moeten oplossen door de hogere regeling te laten primeren boven de bepaling van lagere rang die daarmee strijdig is en die moet worden geacht stilzwijgend te zijn opgeheven."

De eerste keer wordt de intrestbonificatie binnen drie maand na ontvangst van de volledige aanvraag gestort."

Het eerste lid van de tweede paragraaf bepaalt evenwel het volgende :

"De bevoegde dienst controleert aan de hand van dit bewijsstuk of de intrestbonificatie mag worden toegekend. Hij mag aan de kredietnemer en de kredietgever de aanvullende inlichtingen en stukken vragen die hij noodzakelijk acht om zijn controle te kunnen uitvoeren. Hij mag controle laten uitvoeren door een door de Minister van Financiën aangeduide dienst in de woning waar de werken bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2/, zijn uitgevoerd".

Het is niet duidelijk hoe die aldus in onderling verband gelezen bepalingen toegepast zouden moeten worden. Het is immers niet denkbaar dat de intrestbonificatie de eerste keer binnen drie maanden na ontvangst van de volledige aanvraag gestort zou worden aan "de kredietgever die het bewijsstuk voorlegt, zonder dat de in § 2 bedoelde controle dient te zijn voltooid", en dus zonder dat de bevoegde dienst "controleert aan de hand van dit bewijsstuk of de intrestbonificatie mag worden toegekend".

De regeling moet dus zo worden herzien dat de termijn van drie maanden waarbinnen de eerste intrestbonificatie gestort moet worden, geen beletsel kan vormen voor de bevoegde dienst om, op grond van redelijke twijfel die kan bestaan, een gepaste voorafgaande controle uit te voeren, zodat de overbodige stappen en ongewisheden van een voorzienbare latere terugvordering overeenkomstig de bepalingen van het tweede en het derde lid van de tweede paragraaf, voorkomen worden.

2. Aangezien het tweede en het vierde lid <sup>(2)</sup> voorzien in een machtiging voor het uitvaardigen van detailmaatregelen van reglementaire aard, moet deze toevertrouwd worden aan de minister en niet aan het overheidsbestuur.

---

<sup>(2)</sup> In de Franse versie komt het vierde lid overeen met de laatste zin van het derde lid in de Nederlandse versie van de regeling.

### Artikel 7

Dit artikel heeft betrekking op :

"(...) leningovereenkomsten die de kredietnemer heeft ondertekend tussen 1 januari 2009 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die de voorwaarden bepaald in de artikelen 2 tot 4 vervullen of die binnen een termijn van drie maand na de inwerkingtreding van dit besluit in orde gesteld worden met deze voorwaarden".

Het spreekt evenwel vanzelf dat dit "in orde" brengen of deze "mise en conformité" (welke bewoordingen gebruikt worden in punt 7 van de Franse versie van het verslag aan de Koning gevoegd bij het ontwerp) alleen betrekking kan hebben op de vervulling van de voorwaarden ingevoerd bij het ontworpen besluit tot uitvoering van artikel 2 van de voornoemde wet van 27 maart 2009, met uitsluiting van die welke rechtstreeks voortvloeien uit die wet en waarvan de Koning niet mag afwijken.

### Artikel 9

De steller van het ontwerp moet nagaan of alle aangelegenheden genoemd in artikel 9 wel die zijn die in de uitvoeringsbepaling moeten worden vermeld.

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |                |                  |
|----------|----------------|------------------|
| de Heren | Y. KREINS,     | kamervoorzitter, |
|          | P. VANDERNOOT, | staatsraden,     |
| de Dames | M. BAGUET,     |                  |
|          | B. VIGNERON,   | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS